

LES EMPLOYÉS TIENNENT UNE AG EXTRAORDINAIRE AUJOURD'HUI

Grogne au CTC Centre

Les employés du CTC Centre ne décolèrent pas. Ils exigent l'application de la nouvelle grille de salaires et l'unification de la nomenclature. Une assemblée générale décisive se tient aujourd'hui. A son issue, le syndicat décidera des actions à mener pour faire aboutir ses revendications.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le syndicat d'entreprise du CTC Centre monte au créneau. A l'origine de la colère des employés, des divergences avec l'administration au sujet de l'entrée en vigueur de la nouvelle grille de salaires.

En effet, un nouveau système de rémunération avait été approuvé pour l'ensemble du groupe avec une nouvelle grille de salaires et des nomenclatures unifiées pour l'ensemble des cinq CTC.

Ladite grille devait commencer à 15 000 dinars contre 12 500 antérieurement. Le syndicat affirme qu'il s'attendait en toute logique à une augmentation de 25%. Cette dernière ne s'est jamais concrétisée

puisque l'administration du CTC Centre, contrairement aux autres CTC, a interprété différemment la nouvelle grille de salaires. Résultats : les employés d'un même groupe se retrouvent avec des grilles de salaires différentes.

Une situation que dénonce le syndicat qui avait tenu le 4 juillet dernier une première assemblée générale au cours de laquelle un ultimatum avait été lancé à l'administration et une pétition avait été signée pour exiger l'entrée en vigueur de la nouvelle grille de salaires. Le 2 août, les employés avaient observé un si-in suivi également par la signature d'une seconde pétition dans laquelle ils



Photo : Samir Sid.

Les chantiers en construction risquent des perturbations.

ont demandé la tenue de l'assemblée générale extraordinaire.

L'administration, pour sa part, n'a pas tenté de dialoguer, au

contraire, affirme le secrétaire général du syndicat, les syndicalistes ont été accusée de désinformation et de tentative de déstabilisation de l'entreprise. Beaucoup d'entre eux ont été mis d'office en congé en guise de sanction. Une situation que dénonce le syndicat qui a informé le groupe CTC ainsi que la société de gestion des participations de laquelle dépend l'entreprise. En tenant une assemblée générale aujourd'hui en présence de représentants de l'administration, le syndicat réitérera ses revendications, à savoir l'uniformisation du système de rémunération et la révision des modalités d'octroi de la prime de rendement collectif.

L'issue de ladite assemblée dépend de la disponibilité de l'administration à répondre aux doléances des travailleurs.

N. I.

CRÉATION D'ENTITÉS ÉCONOMIQUES

L'industrie ne représente que 10%

L'activité industrielle intéresse peu les jeunes entrepreneurs. Sur 716 026 entités économiques créées durant la dernière décennie, seulement 10,2% opèrent dans le domaine industriel. C'est ce que l'Office national des statistiques (ONS) constate à la suite de la première phase du recensement des activités économiques hors agriculture (RE), une opération qu'il a effectuée l'année dernière et dont les résultats définitifs ont été récemment diffusés. Selon les données quantitatives affinées de l'ONS, cette structure est relativement identique pour toutes les périodes antérieures à l'année 2000. Un indicateur qui démontre, en fait, que le tissu industriel national peine à se renouveler, à inverser la tendance relativement récessive de la production et de la création de richesses. Peu attirés par l'acte de fabriquer, les nouveaux entrepreneurs et responsables d'entités économiques préfèrent davantage l'acte de vendre, acheter et prester. En effet, sur les 716 026 entités créées entre 2000 et 2011, plus de la moitié (55%) concerne le secteur commercial. En seconde position, l'ONS cite les services avec 34% dont 89% pour le secteur tertiaire (administration, éducation, corps organisés et hôpitaux...). Certes, la création d'entités économiques est appréciée, évoluant à la hausse. Ainsi, les résultats du RE indiquent que les créations ont augmenté de cadence durant les années 2000 et 2011 avec la création de 716 026 entités, soit 76,6% sur un total de 934 250 entités recensées (morales et physiques). Une évolution plus importante que celle observée durant les décades précédentes puisque l'ONS indique qu'entre 1990 et 1999, les nouvelles créations ont représenté 17% contre 4,2% durant la période 1980-1989 et seulement 2,2% créations avant 1980. Comme l'on note, concernant l'année de début d'activité, que la dernière décennie a vu un nombre important d'entrées en activité par rapport aux périodes précédentes, puisque 731 912 entités sont concernées, soit 78,3%.

C. B.

BENBOUZID MOBILISE LES GROS MOYENS

48 milliards de dinars pour le soutien à la scolarité

Le programme d'action destiné au soutien à la scolarité des élèves passera en 2013 à 48 milliards de dinars contre 43,5 milliards de dinars l'année dernière, soit une augmentation de 4,5 milliards de dinars. Un chiffre communiqué hier par le département de l'Education nationale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour le département de l'Education nationale, cette hausse a pour principal objectif «d'assurer l'égalité des chances et l'équité entre tous les élèves et une rentrée scolaire dans de bonnes conditions, et ce, travers plusieurs mesures».

A ce titre, le ministère de l'Education nationale parle notamment de la prime de scolarité (allocation), de la gratuité des manuels scolaires, des cantines scolaires, du système de pension et de la demi-pension, du transport et de la santé scolaire. Ainsi, on indique que la prime scolaire est «octroyée annuellement à trois millions d'élèves nécessitant en vue de faire face à certaines dépenses de la rentrée scolaire».

Selon la même source, «la mise en place de cette allocation d'une enveloppe globale de 9 milliards de

dinars est menée conjointement par les services des Directions de l'éducation, des daïras et des communes». A ce propos, on indique que l'octroi de cette allocation sera assurée «au plus tard durant la seconde semaine de la rentrée».

La gratuité du manuel scolaire bénéficiera d'une enveloppe de 6,5 milliards de dinars et concernera 4 millions d'élèves, «dont notamment les élèves bénéficiant de l'allocation de scolarité et l'ensemble des élèves de première année scolaire, soit 50% de l'effectif global des élèves scolarisés, tous cycles confondus». La cantine scolaire est d'un réseau de 14 178 unités assure une ration alimentaire «équilibrée à 3 078 108 d'élèves, soit 81% des élèves du primaire (94% des élèves du Sud)». Selon le ministère de l'Education nationale, «un décret

exécutif sur la gestion scolaire est en voie de finalisation et vise à réglementer les missions de contrôle et de gestion entre la commune et les services de la Direction de l'éducation». Le transport scolaire, fort de 4 565 bus devait assurer le transport à près de 600 000 élèves des trois cycles, alors que le volet relatif à la pension et à la demi-pension bénéficiera d'un budget de 13 382 milliards de dinars. La santé scolaire occupe, par ailleurs, une place importante dans ce dispositif, puisqu'une coordination entre les ministères de la Santé et de l'Education a été finalisée. Ainsi, on indique que 1 329 chirurgiens-dentistes, 1 067 psychologues scolaires et 1 968 agents paramédicaux font partie des multiples équipes médicales réparties sur les différentes structures d'éducation de wilayas.

La même source a ajouté que «les élèves malades identifiés sont orientés vers les centres spécialisés et font l'objet d'un suivi régulier».

A. B.

RESTITUTION DU CANON BABA MERZOUG

Une polémique qui n'en finit pas

La polémique autour de ce qui est convenu d'appeler l'affaire Baba Merzoug, celle de la restitution ou pas du canon éponyme, commence à livrer ses secrets.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et la toute première de ces «indiscrétions», qui ont tout l'air d'être sciemment entretenues, est liée au fait que les autorités algériennes n'ont pas eu à solliciter officiellement de leurs homologues français ce canon emporté, pour rappel, par les soldats français peu après le début de la colonisation de l'Algérie en 1830.

C'est une pièce d'artillerie de sept mètres de long, actuellement

dressée verticalement sur un bloc de granit et surmonté d'un coq tenant un globe sous une de ses pattes. Il trône au beau milieu de l'arsenal, un ensemble d'installations militaires et navales situé dans la rivière Penfeld, à Brest, dans le Finistère, en Bretagne, à l'ouest de la France.

C'est ce qu'affirmait hier, lors d'une conférence de presse, Belkacem Babaci, président de la Fondation Casbah et l'un des initiateurs

du projet de récupération du canon. Le conférencier qui faisait cet aveu du bout des lèvres, soucieux, apparemment, de s'éviter des remontrances, s'est contenté de soutenir que le projet en question a eu l'appui de parties algérienne et française. Il se limitera à faire part d'une lettre écrite au Premier ministre il y a de cela trois mois et de la réponse de celui-ci où, selon Babaci, il signifiait son soutien à l'initiative.

Pour le président de la Fondation Casbah, ce mutisme de part et d'autre au sujet du projet est à l'origine de cette polémique qui, à ses yeux, pourrait nuire au processus enclenché dans ce sens avec, préciserait-il, une compréhension et une disponibilité affichées du côté français.

Un mutisme dont le but est de ne pas trop se focaliser sur un détail parmi tant d'autres quand on sait le lourd contentieux historique

entre les deux pays. Il ne manquera pas, cependant, de regretter la position mitigée, voire scandaleuse de certains «bien de chez nous», dont de hauts responsables. Et à Babaci de citer ce ministre qui s'est moqué du projet en lui balançant à la figure : «Que fera-t-on de ce bout de ferraille ?». Il ne ménagera pas non plus la ministre de la Culture qu'il n'hésitera pas à descendre en flammes.

Le président de la Fondation Casbah reproche à Khalida Toumi son indifférence au projet de restitution du fameux canon, faisant preuve, a contrario, de «compréhension» à l'égard du ministère des Affaires étrangères.

Cela dit, pour Belkacem Babaci, il n'est pas question d'insulter l'avenir et le projet est bien parti pour aboutir tant, dira-t-il, «toutes les difficultés finiront pas être surmontées». A noter que cette affaire, si

elle en est une, a été éventée tout dernièrement par un grand quotidien régional français, se fiant à une source «sûre», une conseillère du ministre français de la Défense en l'occurrence. Une «info» qui n'a pas manqué de susciter depuis une vive polémique à laquelle même le démenti de notre ministère des Affaires étrangères ne semble pas mettre un terme.

En effet, le porte-parole des MAE considère l'affaire comme étant franco-française. Amar Bélani a confié hier à un confrère que «les officiels algériens n'ont pas tenu à réagir à ces déclarations parce que cette information relative à une prétendue demande officielle algérienne de restitution du canon Baba Merzoug est le fait d'une responsable d'un département ministériel français qui cite, comme source, un autre département français».

M. K.

PENSÉE

Familles Bounif et Dahmam

Un an déjà que nous a quittés notre chère et regrettée mère, grand-mère et arrière-grand-mère Tassadit Bounif, mais le chagrin est encore là. Le vide qu'elle nous a laissé est si grand et si profond qu'il est difficile d'imaginer qu'on puisse l'oublier un jour. Elle est et restera toujours dans notre cœur.

Que Dieu Tout-Puissant la bénisse et lui réserve une place au Paradis inch'Allah.